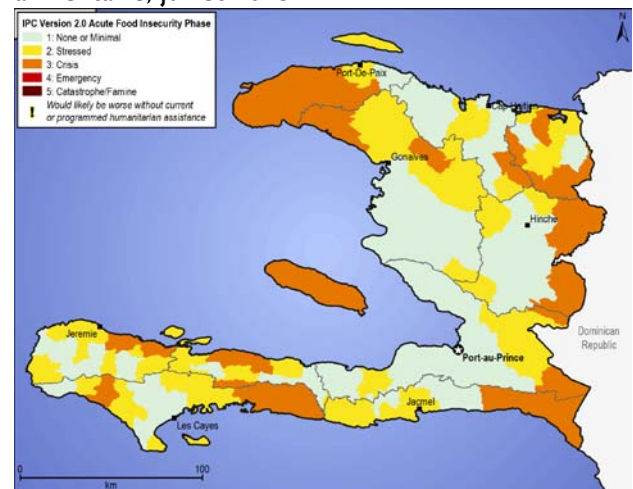


La sécheresse persistante maintient la catégorie des très pauvres en Crise dans certaines zones

MESSAGES CLÉS

- La sécheresse s’est abattue sur tout le pays, entre avril et juin, période qui coïncide avec la principale saison agricole. Selon les agronomes intervenant sur le terrain, cette sécheresse induit des pertes considérables de récolte et ils estiment que la production agricole pour cette campagne sera en-dessous de 50 pour cent par rapport à une année normale.
- La forte probabilité que le phénomène *El Niño* continue et les prévisions météorologiques indiquant des pluies en dessous de la moyenne jusqu’en décembre, suggèrent une performance inférieure à la normale de la deuxième saison agricole qui s’étend d’août à décembre.
- Les prix des produits alimentaires de base comme le maïs et les haricots, déjà élevés, sont à la hausse. Cette situation est plutôt atypique, vu que juillet est le mois des récoltes qui s’accompagne ordinairement d’une baisse des prix des denrées locales. Des récoltes en dessous de la moyenne en République Dominicaine, en raison aussi de la sécheresse, pourraient entraîner des hausses de prix de certains produits alimentaires importés de ce pays.
- La perte des récoltes et la tendance à la hausse des prix réduiront l’accès aux aliments des ménages très pauvres de la péninsule du Sud, du Nord-ouest, du haut Artibonite, du Sud-est, du Nord-est et des zones marginales urbaines du pays (Aire métropolitaine de Port-au-Prince, en particulier). Beaucoup d’entre eux sont en Crise (Phase 3 de l’IPC, caractérisée par des déficits alimentaires considérables) et y resteront jusqu’à la fin du scénario, tandis que d’autres verront leur situation s’empirer pour être soit en Crise ou en Stress (Phase 2 de l’IPC, soit une réduction drastique de la consommation alimentaire).

Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, juillet 2015



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats d’insécurité alimentaire aigüe qui sont pertinents pour la prise de décisions d’urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l’insécurité alimentaire chronique. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d’information à cet égard.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants:

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Le mois de juillet coïncide avec les récoltes de la plupart des cultures semées entre mars et avril à travers tout le pays. Le maïs, les haricots de montagnes, le pois inconnu et les tubercules sont les principales denrées récoltées au cours de cette période. C'est l'un des mois de l'année où les catégories des pauvres et très pauvres se nourrissent de leur propre production avec la possibilité d'en vendre une partie. Cependant, en raison de la sécheresse qui sévit depuis avril dans de nombreuses zones du pays, les récoltes sont en-dessous de la moyenne.

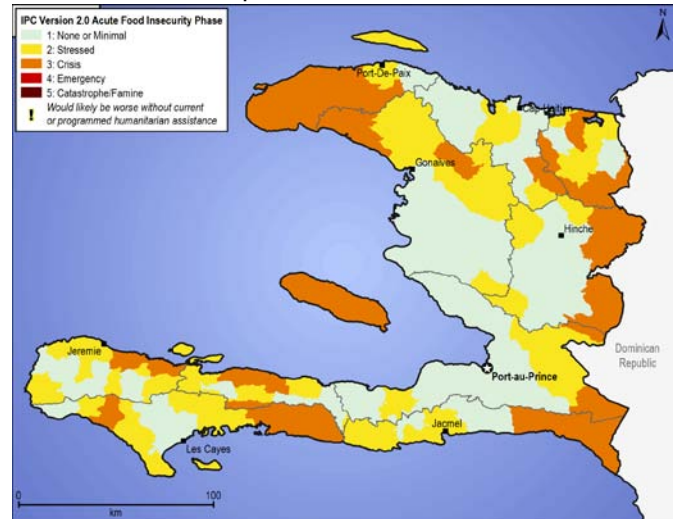
La pluviométrie. La saison pluvieuse qui s'étend généralement de mars/avril à juin était des plus erratiques pendant toute la période. Elle a démarré avec plus de 40 jours de retard dans le Nord-Est, l'Artibonite et des parties du Sud-Est. Le mois de mai, typiquement l'un des plus pluvieux, a connu des déficits pluviométriques d'entre 100 et 200 mm à travers presque tout le pays. On a enregistré en moyenne 300 mm de déficit dans les parties des départements du Sud et de la Grand'Anse qui d'ordinaire bénéficient de plus de 500 mm de pluies entre mai et juillet. Selon les résultats de la télédétection du *Tropical Rainfall Monitoring Mission* (TRMM), le Plateau Central et le bas Artibonite ont reçu des pluies se situant entre 80 et 120 pour cent par rapport à la normale entre le 27 mars et le 24 juin (Figure 1). Des indices de végétation et des besoins en eau du sol, fournis à partir des imageries satellitaires, reflètent des conditions qui traduisent des stress hydriques non favorables au bon développement des cultures pendant toute la saison.

Cette baisse généralisée des pluies est liée au phénomène *El Niño* qui se développe depuis mars. Il se manifeste par des pluies saisonnières en-dessous de la moyenne. Il est observé non seulement en Haïti mais dans de nombreuses zones dans les Caraïbes. Les départements du Nord-ouest, du Sud-Est, du Nord-Est, la péninsule du Sud, une partie du département de l'Ouest et du Nord sont les plus touchés par la sécheresse.

Conséquences de la sécheresse sur la production agricole. Si dans certaines zones du Sud-est, particulièrement à Thiotte et à Mapou, les pluies ont démarré à temps facilitant ainsi les semis, dans d'autres les retards accumulés étaient considérables et les semis n'ont pas pu se faire à temps. Ce constat est aussi fait dans de nombreuses zones du Plateau Central. Les déficits hydriques provoqués par la faiblesse des pluies ont entraîné des retards de croissance des cultures comme le maïs et les haricots dans presque toutes les zones du pays.

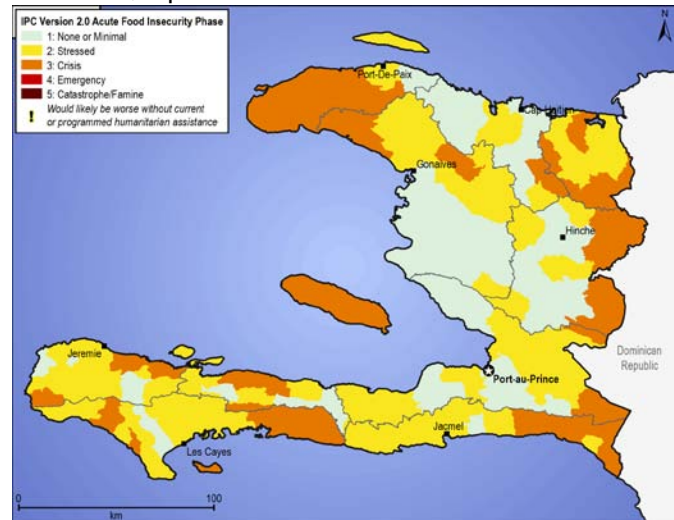
Lors d'une mission conduite en mai par la CNSA et ses partenaires dans le Sud-Est, où les semis ont eu lieu un peu plus tôt en mars, on a pu constater le flétrissement des cultures dans presque toutes les communes. Particulièrement, dans les communes d'Anse-à-Pitres, Grand-Gosier, Belle-Anse et Jacmel, les pertes enregistrées pour le maïs et les haricots avoisinent les 100 pour cent. La situation n'est pas trop différente dans le département du Sud, hormis les zones irriguées. La *Catholic Relief Services* (CRS) qui intervient dans cette zone estime les pertes au niveau des aires irriguées à plus de 50

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, août à septembre 2015



Source: FEWS NET

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, septembre à décembre 2015



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

pour cent. Elles sont encore plus élevées dans les zones sous cultures pluviales où elles dépassent les 80 pour cent. On attend les résultats de l'évaluation de la production qui sera effectuée par le Ministère de l'Agriculture pour se faire une idée exacte du niveau de production au niveau des communes.

Dans les Nippes, le haut Artibonite, le Nord-ouest et la partie est du département de l'Ouest, les pertes sont tout aussi élevées. Dans les autres zones du pays comme le Plateau Central, le Nord, le bas Artibonite et une partie du département de l'Ouest, les pluies y étaient erratiques et la production sera inférieure ou proche de celle de la campagne du printemps 2014, estimée faible par l'évaluation conduite par la CNSA et ses partenaires en juillet 2014. Cependant, dans le Plateau Central, les champs, établis entre fin mai et début juin, souffrent actuellement de stress hydrique, ce qui provoque le flétrissement des plantations de maïs dans les zones où les sols sont superficiels. Toutefois, les cultures à cycle court et plus ou moins tolérantes à la sécheresse sont en récolte. C'est bien le cas du pois inconnu à Thomassique et dans certaines localités à

Hinche et Maïssade ainsi que dans le Nord. Des mangues hors-saison sont également en récolte dans le Nord et le Plateau Central et dans de nombreuses régions du pays comme à Tiburon.

Impact de la sécheresse sur l'élevage. A l'exception du Nord-Ouest et du Sud-Est où des cas de mortalité de bétail ont été rapportés par les éleveurs, la sécheresse ne semble pas avoir un impact sérieux sur la production animale à date. La sévérité de la sécheresse dans ces deux zones et la rareté d'eau de surface dans les localités touchées ont grandement contribué à diminuer l'eau utilisée pour abreuver les animaux. Le fourrage ne fait pas encore défaut dans la plupart des zones car les fanes des cultures suffisent à nourrir le bétail. A la Gonâve, par contre, les éleveurs s'adonnent à l'élevage libre pour permettre aux animaux de se nourrir, vu que la majorité des agriculteurs n'avaient pu ensemer leurs champs frappés par la sécheresse, rapporte Concern Worldwide, une ONG intervenant dans la zone.

Effet sur les ressources en eau à usage domestique. Dans le Sud-est, de Belle-Anse à Anse-à-Pitres, les ménages éprouvent de grande difficulté à s'approvisionner en eau à usage domestique. Des directeurs d'écoles ont fait mention d'absence de professeurs dans les classes au cours du mois de mai et de juin faute d'eau pour se laver. Certaines cantines scolaires ont cessé parfois de fonctionner par manque d'eau pour la cuisson. Des ménages n'arrivent pas certaines fois à préparer leur repas parce que les points d'eau d'où ils puisaient ont tari et devaient par conséquent se déplacer sur de plus longues distances pour s'approvisionner en eau. A Chardonnières dans le département du Sud, depuis le mois de juin, l'eau à usage domestique commence aussi à manquer. De nombreuses rivières ont tari ou atteint le niveau d'étiage depuis juin, ce qui arrive généralement entre décembre et février pendant la saison sèche. A la Gonâve, de nombreux points d'eau de surface qui alimentent la population sont complètement à sec, d'après un rapport de Concern Worldwide. Dans le Plateau Central, les débits des rivières sont, de façon atypique, à un niveau très bas, une situation qui risque de réduire la production rizicole dans le bas Artibonite.

Effet sur les moyens d'existence. Dépendamment de la zone, la vente des récoltes constitue 5 à 70 pour cent des sources de revenu des ménages pauvres. En tant que source de nourriture, la production agricole entre pour 20 à 25 pour cent dans leur consommation alimentaire. Avec des pertes de récolte allant jusqu'à 80 pour cent par rapport à la moyenne, les ménages pauvres auront fort à faire pour combler ce niveau de déficit.

Figure 1. Pourcentage de pluviométrie selon TRMM sur les 90 jours du 27 mars au 24 juin 2014.

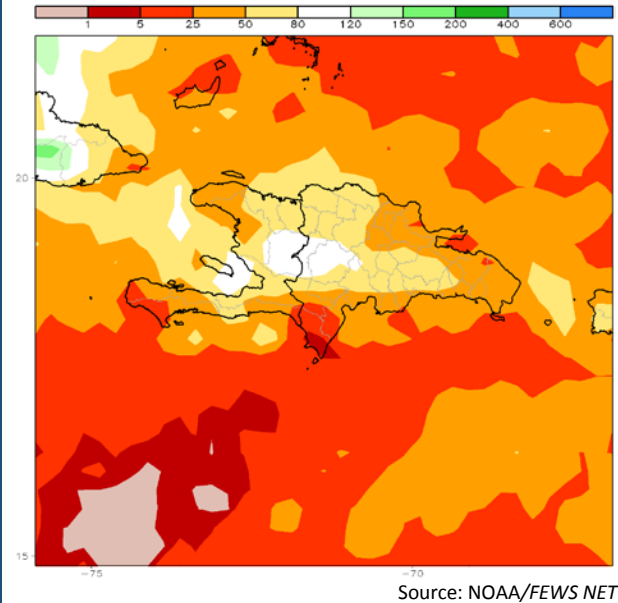
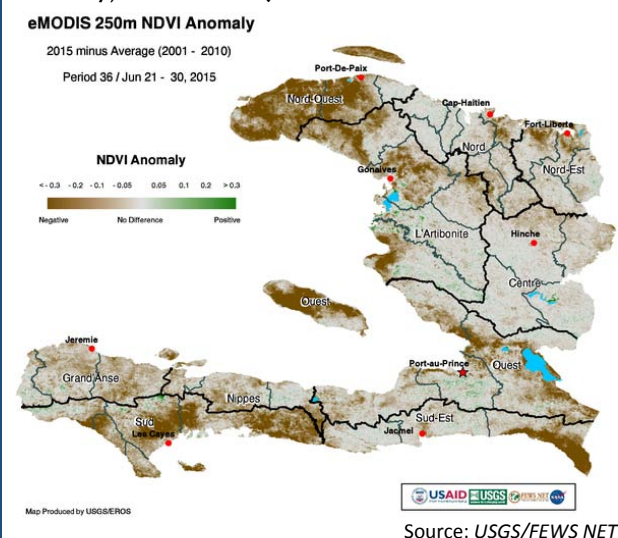


Figure 2. Anomalie d'indice de végétation (NDVI Anomaly), du 21 au 30 juin 2015



La main-d'œuvre comme source de revenu est généralement très importante chez les très pauvres. Elle couvre plus de 35 pour cent de leur revenu dans la plupart des zones du pays. La sécheresse, ayant entraîné une baisse des activités agricoles, induit une incidence négative sur la demande de la main-d'œuvre.

Par ailleurs, la pêche qui se pratique de façon artisanale, est très vulnérable aux moindres aléas climatiques. En effet, durant toute la période de mai à juillet, la mer a été houleuse. Conséquemment, les pêcheurs, dotés d'équipement rudimentaires et ne pouvant pas pratiquer la pêche en haute mer, n'ont pas pu exercer leurs activités depuis mai, ce qui réduit les revenus des ménages dépendant de cette activité.

Avec la perte des récoltes dans de nombreuses zones du pays, le marché occupe encore une place plus importante comme source de nourriture. De plus en plus de pauvres s'adonnent au petit commerce en ayant recours à des institutions de micro-crédit. Cependant, les revenus tirés de ces activités sont plutôt insignifiantes, vu que la plupart des marchands vendent à peu près les mêmes produits, ce qui ne fait qu'allonger la rotation des produits et diminuer davantage leur revenu et donc leur pouvoir d'achat.

L'évolution des prix des produits alimentaires. Pendant les mois de juin et de juillet, les prix des produits alimentaires de base comme les haricots et le maïs moulu amorcent habituellement des baisses significatives, alimentées par les récoltes de printemps. Cependant, pour cette saison, on observe une tendance contraire. Les prix des produits alimentaires de base sont à la hausse, dépassant dans certains cas et de façon considérable ceux de la moyenne quinquennale et de 2014 à la même période. Cette tendance traduit la mauvaise performance de la production agricole du printemps, connue comme la plus importante du pays. La semoule de maïs a enregistré des hausses de 11 pour cent et de 20 pour cent respectivement sur les marchés de Port-au-Prince et de Jérémie par rapport au mois de mai 2015. En glissement annuel, le prix du maïs a connu des hausses allant de 5 pour cent sur le marché du Cap-Haitien jusqu'à 108 pour cent sur celui de Jérémie.

Le prix du haricot noir a progressé sur presque tous les marchés dans des proportions allant de 8 pour cent à 30 pour cent par rapport au mois de mai, à l'exception des marchés des Gonâives et du Cap où il est quasi-stable. En glissement annuel, il varie de façon très significative sur tous les marchés allant de 43 pour cent à 108 pour cent.

Les prix des produits importés comme le riz, la farine de blé, le sucre et les huiles végétales sont généralement stables sur la plupart des marchés, ce malgré l'appréciation continue du dollar américain par rapport à la gourde. L'indice des prix de la FAO montre, cependant, que les prix de certains produits alimentaires comme les céréales et les huiles végétales ont accusé une légère hausse en juin et juillet 2015; mais les cours ont chuté de 17 pour cent en comparaison à juin 2014.

Par ailleurs, en République Dominicaine, le journal *Hoy* rapporte une augmentation des prix de certains produits agricoles au cours du mois de juin, augmentation attribuée à la sécheresse et à l'organisation des producteurs en coopérative. Par exemple, des produits maraichers tels piment, tomate et pomme de terre ont subi des augmentations assez significatives au cours du mois de juin. De plus, dans les zones frontalières comme dans le Plateau Central, le prix de la brisure de riz, largement consommée par les pauvres, passe de 85 gourdes la marmite en juin à 105 gourdes en juillet. Cette situation est probablement due à une baisse de production induite par la sécheresse.

Déportation de sans-papiers vers Haiti. La Direction de la Protection Civile, citée par OCHA, rapporte que 20 205 personnes sont arrivées via les postes officiels et les points non-officiels de la frontière haïtiano-dominicaine, entre le 21 juin et le 18 juillet 2015. Les nouvelles mesures prises par les autorités dominicaines à l'encontre des sans-papiers vivant sur leur territoire ont contraint ces personnes à fuir. L'Organisation Internationale de la Migration (OIM) estimait à 524 000 le nombre d'immigrants illégaux en République Dominicaine. Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'attache en Haiti pour n'y avoir jamais mis les pieds auparavant. Sans possibilité de trouver du travail, disposant de peu de ressources propres, et devant l'incapacité de l'Etat haïtien de leur fournir de l'aide, ces déportés ne feront que grossir le rang des personnes en insécurité alimentaire dans le pays.

Assistance humanitaire. Les projets d'assistance humanitaire comme *Kore Lavi*, financé par USAID continuent à offrir des services aux ménages pauvres. Des bailleurs comme ECHO financent des projets humanitaires dans le Sud-est, le Nord-Ouest, le Plateau Central et la Gonâve. Ce sont des projets de Cash for Work, d'eau et d'assainissement qui permettront de toucher un certain nombre de ménages pauvres mais ne seront pas d'envergure suffisante pour changer la situation dans les zones d'intervention. Les cantines scolaires restent fermées pendant les mois de juillet et d'août, période des vacances.

Si au niveau central, les responsables tardent à réagir face à la sécheresse, au niveau décentralisé se manifeste une prise de conscience devant ce phénomène. A l'instigation des délégués départementaux (représentants du gouvernement) dans les

départements du Sud-Est, du Sud, de l'Artibonite et du Nord-Ouest, des opérateurs d'ONG, de la société civile, des institutions étatiques se sont réunies pour réfléchir sur la situation et ont proposé des plans de réponse. Mais des fonds n'ont pu encore être collectés pour financer ces plans de réponse.

Projets de développement. Des projets de développement agricoles sont en cours d'exécution dans certaines régions du pays. Ils permettent aux bénéficiaires de recevoir des intrants de qualité comme les semences et les fertilisants et même du cash pour conduire certaines opérations agricoles en particulier le labourage. Ces projets sont exécutés dans la Plaine des Cayes, la Plaine du Cul-de-Sac, le Nord et le Nord-est.

L'ODVA, organisme de l'Etat chargé d'appuyer les riziculteurs dans le bas Artibonite, leur fournit un accompagnement de plus en plus faible. Cet organisme n'arrive pas à assurer le curage des canaux d'irrigation et de drainage ainsi que le rehaussement des berges. Des 200 km de canaux qui entrent dans la composition du système, des prévisions ont été faites pour curer 40 km. Cent millions de gourdes ont été requises pour effectuer ces travaux, mais seulement 1.2 millions ont été décaissées. Dans ces conditions, on peut déjà s'attendre à une baisse significative de la production de riz pour la saison en cours.

Suppositions

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

- **La sécheresse qui frappe le pays depuis avril** a entraîné une baisse significative de la production agricole. La production nationale couvre environ 50 pour cent des besoins alimentaires et la différence est apportée par les importations et l'aide alimentaires. Il est donc fort probable que la population soit confrontée pendant toute la période de la perspective à un déficit alimentaire qu'il lui sera difficile de combler.
- **La probabilité que les conditions d'El Nino se maintiennent** est de 95 pour cent entre juillet et décembre 2015. *El Nino* est le plus souvent associé à des pluies bien inférieures à la moyenne. A cet effet, selon les prévisions saisonnières, la pluviométrie serait en-dessous de la moyenne jusqu'à la fin du scénario.
- **La période cyclonique qui s'étend de juin à novembre** s'annonce très peu active cette année avec la probabilité de l'occurrence de trois ouragans dont un majeur. La probabilité qu'un cyclone touche le pays au cours de cette saison se révèle plutôt faible. Toutefois, tenant compte du niveau de vulnérabilité des zones à risque, le passage d'un cyclone, aussi faible soit-il, provoque des pertes élevées même au niveau de vies humaines.
- **Prévision d'une faible performance de la deuxième campagne agricole.** La deuxième campagne agricole s'étend d'août/septembre à novembre/décembre. Les agriculteurs acquièrent leurs semences des récoltes antérieures ou du marché local. Vu la faible performance de la dernière campagne agricole et de celles de 2014, les réserves sont *quasiment* épuisées au niveau des marchés et des ménages. Il en résulte une montée des prix, dans certaines zones, allant jusqu'à plus de 100 pour cent pour les haricots, par exemple. Les prix des fertilisants chimiques accusent une augmentation de 40 pour cent. La cherté des intrants, associée à la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs, est susceptible d'induire une réduction significative des semences d'été. Il en résultera une baisse de la production de la campagne agricole d'été de façon assez substantielle pour maintenir élevés les prix des produits alimentaires.
- **Production agricole en République Dominicaine.** Les conditions climatiques très peu favorables à la production agricole affectent non seulement les récoltes en Haïti mais aussi celles de la République dominicaine d'où proviennent certains des produits alimentaires consommés en Haïti. On signale, dans certaines municipalités de la république voisine, des pertes de récoltes en raison de la sécheresse, ce qui peut entraîner une hausse des prix des produits importés de ce pays pendant la période de la perspective.
- **L'Instabilité de la monnaie nationale.** Dans l'espace d'un mois, entre juin et juillet, la monnaie nationale s'est fortement dépréciée. Elle a perdu plus de 10 points passant de 46 à 56 gourdes pour un dollar, soit une baisse de 22 pour cent. Tenant compte du fait que le pays importe près de 50 pour cent de ses besoins alimentaires, la dépréciation de la monnaie nationale pourrait enclencher une augmentation des prix des produits importés jusqu'à 10 à 20 pour cent. Bien qu'avec les injections par la Banque Centrale de plusieurs millions de dollars sur le marché des changes, la dépréciation de la gourde s'est quelque peu contractée depuis le début du mois d'août, les prix déjà élevés mettront du temps à suivre cette nouvelle tendance, laquelle s'explique par le délai mis par les importateurs pour s'ajuster aux nouvelles données du marché.

- **L'Augmentation des prix des produits alimentaires.** Le mois de juillet marque généralement le début de la baisse des prix, après la période de pénurie alimentaire et une hausse modérée des prix entre avril et juin. Au lieu de baisser en juillet 2015, les prix ont tendance à grimper. Une situation qui pourrait continuer jusqu'en décembre 2015 et au-delà pour atteindre des niveaux allant de 10 à 20 pour cent pour les céréales et les légumineuses par rapport au mois de juin 2015.
- **Les animaux** n'auront probablement pas assez de fourrage pour se nourrir dans certaines zones, entre août et décembre. Cette situation sera due à la persistance de la sécheresse qui entrainera également un manque d'eau pour l'abreuvement du bétail.
- **La demande de main-d'œuvre agricole.** Les agriculteurs moyens et mieux lotis, confrontés à la hausse des prix des intrants agricoles, utiliseraient moins de main-d'œuvre pour la conduite de la campagne agricole d'été. Les très pauvres qui dépendent de cette demande pour tirer plus du tiers de leur revenu, pourraient faire face à une diminution sensible de ce revenu pendant cette période.
- **Les transferts privés reçus de l'étranger** ne cessent de s'accroître. Une augmentation d'environ 10 à 20 pour cent, entre juillet et décembre par rapport à 2014 à la même période, est probable. Se basant sur les données de la BRH relatives aux transferts, l'augmentation en glissement annuel est de 18 pour cent, passant de 112.5 millions de dollars américains en juin 2014 à 136.86 millions en juin 2015.
- **La rentrée scolaire en septembre/octobre** occasionne de grandes dépenses pour les parents dont les enfants fréquentent le plus souvent des écoles privées. La probabilité qu'un nombre élevé de parents pauvres cesse d'envoyer leurs enfants à l'école, suite à la baisse de leur revenu et, donc de leur pouvoir d'achat, demeure élevée dans les zones les plus affectées par la sécheresse. Il est aussi à rappeler le dilemme de ces familles qui doivent faire un arbitrage entre maintenir leurs enfants à l'école et garantir leur sécurité alimentaire. Les études ont montré que si elles devraient envoyer leurs enfants à l'école, elles doivent diminuer la quantité et la qualité de leur consommation alimentaire (CNSA, ENSA 2011/2013).
- **Les élections législatives et présidentielles de 2015.** Les élections entraînent généralement en Haïti des manifestations violentes comme c'est déjà le cas dans certaines communes (Petit-Goâve par exemple). Quand la fièvre électorale monte avec l'approche des élections, les manifestations pourraient devenir beaucoup plus violentes et de plus longue durée avec des incidences néfastes sur la circulation des biens et des services. Les plus pauvres qui dépendent de la main-d'œuvre journalière ou des activités de petit commerce dans les quartiers affectés pourraient être sujets à une réduction de leurs revenus. Les manifestations atteignent leur apogée la semaine qui précède ou qui suit la tenue des élections, empêchant ainsi aux pauvres de vaquer à leurs occupations.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La performance médiocre de la production agricole du printemps aura des répercussions néfastes sur le revenu des populations rurales, particulièrement les catégories pauvres et très pauvres pendant toute la période de la perspective. En fait, à la fois source de revenu et de nourriture, cette production permet aux ménages de vendre beaucoup plus au marché qu'ils n'en achètent pendant les mois de juillet et d'août. De plus, c'est à partir des fruits de cette campagne que les agriculteurs moyens et mieux lotis vont dégager des ressources pour réinvestir dans la campagne agricole d'été. Le manque de semences pour la conduite de cette campagne et les perspectives du prolongement de la sécheresse laissent présager une demande de main-d'œuvre encore plus faible que la normale.

Le marché jouera pendant cette période un rôle beaucoup plus important comme source de nourriture qu'habituellement. Cependant, puisque les prix des denrées alimentaires de base sont à la hausse, il sera de moins en moins accessible aux plus pauvres. Les prix des produits importés qui, jusqu'à date, conservent une certaine stabilité, pourraient augmenter suite à la dépréciation de la gourde et à la tendance à la hausse des prix des céréales sur le marché mondial. A moins d'augmenter leur revenu, les ménages de conditions socio-économiques précaires pourraient ne pas avoir assez de moyens pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

En vue de faire face à cette situation, cette catégorie déploiera des stratégies d'adaptation. Beaucoup vont essayer d'entreprendre de nouvelles activités et intensifier celles déjà en cours. Dans certaines zones comme la Grand-Anse, le Nord-Ouest et le Sud-Est, beaucoup plus d'arbres seront abattus pour la préparation d'étaie pour la construction ou la fabrication du charbon. Un peu partout à travers le pays, beaucoup plus de femmes vont s'engager dans le petit commerce. Un ou plusieurs membres des ménages migreront vers les grandes villes ou comme boat-people. Cependant, le revenu généré par ces stratégies ne permettra pas de combler le déficit alimentaire. Beaucoup dans la péninsule du Sud, le Nord-

Ouest, le haut Artibonite et le Nord-Est seraient contraints de vendre des biens productifs comme des outils ou des animaux reproducteurs pour se nourrir. Beaucoup de ménages dans ces zones, maintenant en Stress (Phase 2 de l'IPC) passeront en Crise (Phase 3 de l'IPC) au cours du mois d'août. D'autres sont déjà en Phase 3 et devraient y rester jusqu'à la fin de la période de perspective.

ZONES DE PRÉOCCUPATION

Zone HT01: Littoral sec maïs et charbon (Bombardopolis, Baie de Henne, Bassin Bleu, Jean Rabel et Anse-Rouge)

La principale saison agricole qui s'étale de mars/avril à juillet a subi les revers des conditions climatiques défavorables qui, dans une large mesure, ont inhibé la croissance et la production au niveau des parcelles qui ont été établies avant même que la sécheresse ne se déclarât. Dans les mois qui allaient suivre, il n'y avait presque pas d'activités agricoles, car les précipitations étaient insuffisantes.

De fortes précipitations sont enregistrées au début du mois de juin, mais elles arrivent trop tard pour être effectivement bénéfiques à la campagne du printemps. Il en est résulté la perte presque entière de la saison, car pendant le mois de juillet qui marque normalement le début des grandes récoltes, les observations de terrain montrent que les seules récoltes en cours sont issues de petites poches humides ou de parcelles irriguées qui ne dégagent pas, en réalité, de production suffisante pour alimenter, de façon considérable, le marché et le grenier des ménages. A titre d'exemple, dans les périmètres irrigués des communes d'Anse-Rouge, de Baie de Henne et de Môle St-Nicolas, des récoltes de maraichères sont observées simultanément avec des travaux de semis. Mais, devant le manque de moyens financiers des producteurs qui ne peuvent pas payer des travailleurs, la main d'œuvre utilisée est surtout familiale, ce qui réduit l'opportunité des ménages pauvres de se faire un peu d'argent.

Grace aux récentes pluies, environ 30 pourcent des sols sont en cours de préparation pour le semis du pois Congo et de sorgho dans la zone. Cependant, la deuxième campagne n'est pas complètement lancée en raison de l'érosion des moyens financiers des producteurs et de l'indisponibilité de semences graines sur les différents marchés. L'amélioration de l'humidité des sols profite aussi à la réviviscence des cultures pérennes telles : banane, et certains fruitiers. Elle est aussi bénéfique à la croissance de fourrages et la disponibilité en eau dans certaines localités pour le bétail. Les prix du bétail sont entre 20 et 30 pourcent plus faibles que l'an dernier, vu le mauvais état du bétail et l'augmentation de l'offre sur les marchés en vue de compenser le manque à gagner entraîné par la perte de la production agricole. Par exemple, une vache qui se vendait à 15000 gourdes l'an dernier s'échange contre 12 000 ou 12 500 gourdes. De même, une chèvre dont le prix s'estimait à 2500 l'année dernière se vend entre 1500 et 2000 gourdes.

Les revenus tirés de la production agricole sont en dessous de 30 pourcent et les récoltes en cours sont si faibles qu'elles n'attirent pas une demande substantielle de main d'œuvre. En guise de stratégie de compensation, certains sont forcés de s'adonner à la fabrication de charbon de bois, quitte à détruire les essences fruitières comme les manguiers, les avocatiers, d'autres intensifient davantage la pression sur les ressources halieutiques dont les prises s'amenuisent de plus en plus. Les revenus sont, en dépit de tout, resté entre 15 et 20 pourcent en deca de la normale. Les marchés communaux sont bien pourvus en produits importés qui affichent des prix stables malgré la dépréciation de la monnaie locale durant ces derniers mois. Le prix du riz importé, en particulier, se maintient stable. En revanche, les marchés sont sous-approvisionnés en produits locaux suite à l'épuisement des stocks durant la période de soudure et le non renouvellement de ces derniers à cause de l'échec de la campagne de printemps. En comparaison avec l'année dernière, la marmite de haricot noir a connu une hausse de 100 pour cent dans les communes de Jean Rabel et Mare Rouge alors qu'à Anse-Rouge l'augmentation du prix du haricot noir dépasse 100 pour cent pendant la même période. Les marmites du pois congo et du maïs ont vu leur prix augmenter d'environ 50 pour cent entre Jean Rabel, Môle St-Nicolas et Bombardopolis pendant ladite période.

Face à la chute des revenus et le prolongement de la période de soudure, les ménages pauvres et très pauvres ont vu leur consommation se dégrader, devant s'approvisionner presque essentiellement au marché. Dans ce même ordre d'idée, à défaut de données précises, le Ministère de la Santé Publique et de la Population confirme la détérioration de la situation nutritionnelle à l'issue d'une enquête conduite dans le but d'évaluer les effets de la sécheresse sur l'état nutritionnel au sein des ménages pauvres.

Suppositions

- Les faibles investissements attendus dans le secteur agricole augurent une réduction des superficies à cultiver et du coup une baisse équivalente de la demande de main-d'œuvre agricole, source d'occupation de beaucoup de ménages très pauvres.

- Les prix des produits alimentaires de base continueront probablement d'augmenter suite à l'indisponibilité de certains produits locaux sur les marchés et l'inexistence de stocks au niveau des ménages.
- Les ménages pauvres seront forcés d'adopter des stratégies qui consisteront à consommer des produits de qualité inférieure, telle que la brisure de riz.
- La consommation alimentaire des ménages se retrouvera détériorée suite aux constats précédents.
- Suite à l'échec de la campagne agricole de printemps, les ménages pauvres vendront plus de tête de bétail y compris les reproducteurs pour la scolarité des enfants entre septembre et octobre attaquant ainsi leurs moyens d'existence.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire dans les zones de préoccupation

Pour le trimestre juillet-septembre, l'approvisionnement en biens alimentaires locaux continuera à être en dessous du niveau normal, vu que les récoltes ne seront pas assez suffisantes pour un réapprovisionnement des marchés et la reconstitution de stocks alimentaires au niveau des ménages. Quant à la demande de main d'œuvre, source importante de revenus de ménages pauvres, elle se maintiendra aussi très faible, tenant compte des prévisions de précipitations faibles et irrégulières pour tout le reste de l'année (CARICOF, prévision météorologiques juillet 2015). Les ménages pauvres feront alors face à une situation de Crise (Phase 3) et ils n'auront d'autres options qu'une intensification de la fabrication du charbon de bois au détriment même des arbres fruitiers et la vente additionnelle de tête de bétail surtout au moment de la rentrée des classes.

Malgré les faibles prévisions de pluies pour le reste de l'année, les semis du mois d'octobre peuvent entraîner une certaine demande de main d'œuvre, mais cette demande sera si faible qu'elle ne pourra pas contribuer à faire changer la classification des ménages pauvres. La dépendance du marché continuera à être très importante, du moins, jusqu'au mois de décembre. Les pressions sur les ressources ligneuses et halieutiques seront encore plus accentuées durant ce trimestre. Elles peuvent l'être encore davantage si d'éventuels expulsés de la République Dominicaine arrivent dans cette zone. La consommation alimentaire des ménages accusera un déficit qui les maintiendra dans la même situation de Crise (Phase 3) que le trimestre précédent.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I: Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des prix des céréales sur le marché international 	<ul style="list-style-type: none"> • Atténuation de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale sur les prix des produits importés.
National	<ul style="list-style-type: none"> • Rétablissement de la stabilité de la gourde. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les prix des produits importés se stabilisent.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA et FEWS NET développent les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. CNSA et FEWS NET font leurs analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, ces deux institutions préviennent du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).